

ARRETE MUNICIPAL n° 30-2023

Portant autorisation de stationnement sur la voie communale VC n° 5, dénommée Route de Bellegarde - Commune de Vinezac (Ardèche).

Le Maire,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 Juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le règlement général de voirie du 1^{er} juillet 1964 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

Vu l'état des lieux,

Vu la demande en date du mardi 21 mars 2023, formulée par la société LCTP - 1, Chemin de la Bonnefont - 30340 Saint-Privat-des-Vieux, représentée par M. Ludovic CHEYREZY.

ARRETE

Article 1 : Autorisation

La société LCTP est autorisée à occuper le domaine public, comme énoncé dans sa demande, pour le stationnement d'un véhicule (camion plateau avec remorque et mini pelle) nécessaire aux travaux de reprise de conduites ORANGE, sur la voie communale VC n° 5, dénommée Route de Bellegarde - Commune de Vinezac (Ardèche), à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Prescriptions techniques particulières

L'installation visée à l'article 1 se fera sur le bord de la chaussée de la voie communale VC n° 5, dénommée Route de Bellegarde - Commune de Vinezac (Ardèche).

Article 3 : Sécurité et signalisation du chantier

La société LCTP devra signaler son chantier conformément aux dispositions réglementaires.

Article 4 : Implantation, ouverture de chantier et récolement

La société LCTP informera le signataire du présent arrêté, ou son représentant, avant le début du stationnement afin de procéder à la vérification de l'implantation. Le stationnement est autorisé du **lundi 03 avril au vendredi 26 mai 2023**, comme précisé dans la demande.

Article 5 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

La société LCTP est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 7 : Validité et renouvellement de l'autorisation, remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale du **lundi 03 avril au vendredi 26 mai 2023**.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Vinezac, le jeudi 30 mars 2023.



L'adjoint délégué à la voirie,
Thierry DEBARD.

L'Adjoint délégué